Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Pour-sortir-du-capitalisme

Déclin Industriel ou industrialisation capitaliste

Pour sortir du capitalisme, reconstruire une économie industrielle

- Idées -



Date de mise en ligne : dimanche 21 mars 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Dans l'humanité des débats du 13 mars, Raphaël Thaller et Lilian Brissaud, économistes, semblent vouloir bousculer l'idée du "déclin industriel" de la France, en proposant de lire la perte massive d'emploi dans l'industrie comme l'effet d'une "industrialisation capitaliste".

Leur analyse a le mérite de souligner les aspects essentiels de l'externalisation, et surtout des gains fantastiques de productivité dans la réduction des emplois industriels, très loin devant l'effet des délocalisations.

Mais comment les communistes doivent-ils alors fonder pour l'industrie, une stratégie de résistance au capitalisme et d'ouverture d'une perspective socialiste ? Cette question n'étant pas sans écho sur les débats sur le "productivisme", la "décroissance",et plus généralement sur "l'emploi", il nous semble nécessaire de mieux éclairer deux questions :

1/ La réalité des choix stratégiques de la bourgeoisie Française et des gouvernements successifs qui ont bien organisé et accompagné l'abandon de certains secteurs industriels (machine-outil, textile...), et la désertification de certaines régions Françaises (de la Lorraine à au centre...). C'est bien dans ce contexte que Sarkozy mène la bataille idéologique engagée avec les "états généraux de l'industrie".

2/ Quelles sont les causes de ces choix stratégiques et donc quelles sont les issues possibles pour la France industrielle. Si le capital ne répond toujours qu'aux exigences d'accumulation, et donc de rentabilité, il le fait dans des contextes historiques, technologiques, sociaux qui ne sont évidemment pas neutres (reconstruction de l'après guerre, (dé)colonisation, effondrement des pays de l'Est...), et l'alternative au capitalisme, une fois posée l'exigence de sortir de la domination du capital, donc de la rentabilité, exige de dire pourquoi, pour qui produire... Est-il nécessaire de développer l'industrie et pour répondre à quels besoins ? Le socialisme en France doit-il être pensé comme "post-industriel", ou au contraire, faut-il, pour reprendre le titre de l'article, proposer une "industrialisation socialiste" ?

Copyright © Le Vénissian



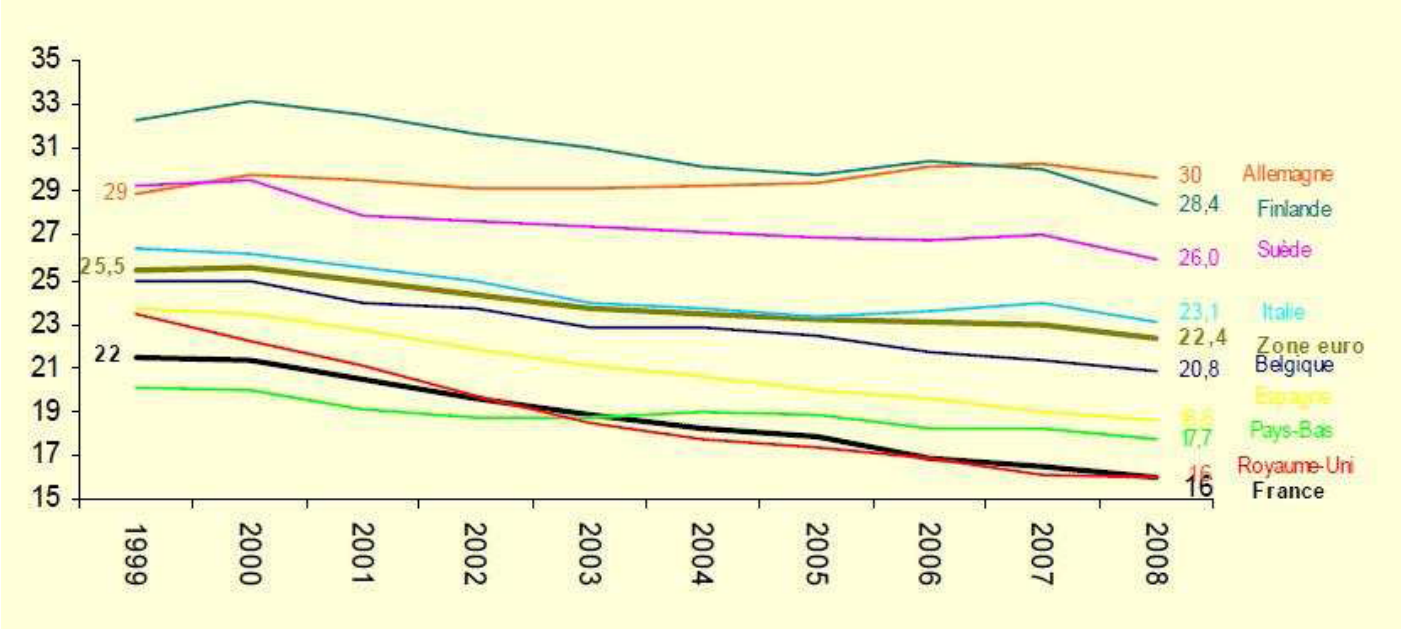
Eleni Patakou, artiste peintre communiste, qui peint à sa manière les usines...

Déclin Industriel ? D'abord un constat...

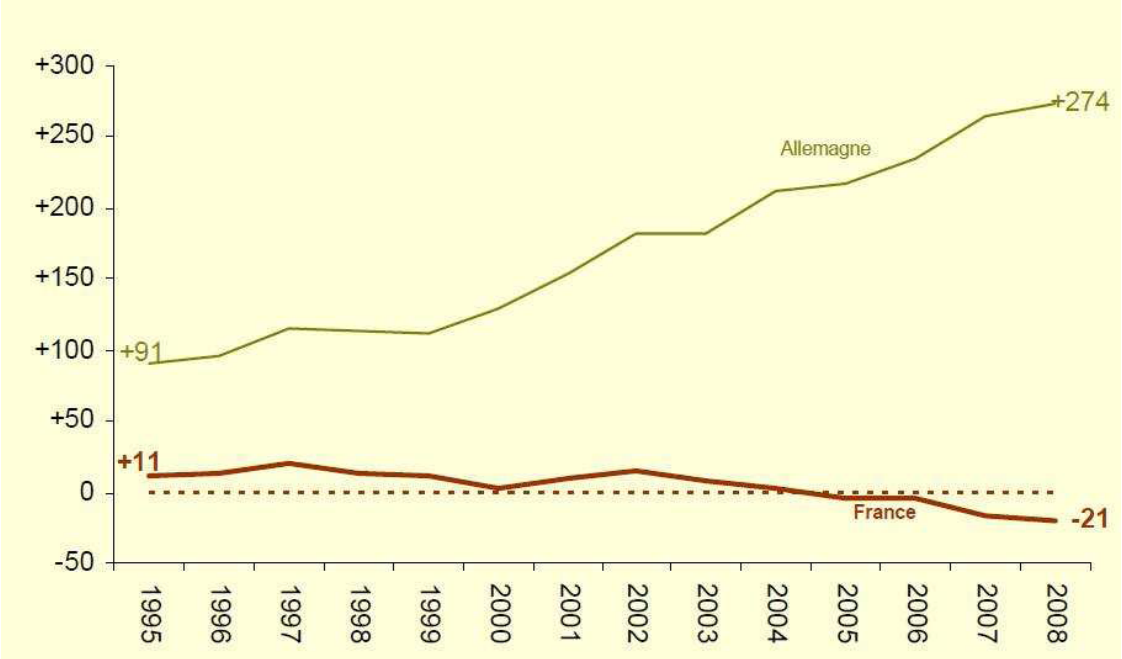
Concernant le premier point, l'article évoque une croissance de 15% de la production industrielle entre 1990 et 2007. Certes il s'agit bien d'une augmentation, et donc l'affirmation d'un "déclin" industriel peut sembler critiquable, mais un chiffre peut en cacher un autre. Pendant la même période de temps, la production Française totale, le PIB, a augmenté de 99%. La place de l'industrie dans l'économie Française a ainsi été réduite de moitié !

Or ce phénomène n'est pas général, même pas en Europe, et on peut constater qu'entre 1999 et 2008, cette part de l'industrie dans l'économie s'est maintenu à haut niveau en Allemagne, en Finlande ou en Suède. Si en moyenne dans l'Union Européenne, elle est passée de 25 à 22%, elle a fortement baissé en Belgique et aux Pays-Bas, et s'est effondré en Angleterre et... en France. La France se retrouve ainsi au dernier rang des principaux pays Européens, avec 16% de son PIB dans l'industrie, contre 30% en Allemagne.

Copyright © Le Vénissian



Le résultat se voit évidemment sur les échanges, le solde de l'Allemagne pour les échanges de produits manufacturés ne cesse de s'améliorer depuis 2000 et atteint en 2008 un niveau très important (+274 milliards d'euros), alors que le solde Français qui était encore (faiblement) positif au début des années 2000, baisse jusqu'à devenir négatif depuis 2006 (-21MEuros en 2008).



Donc, certes, comme pour l'agriculture, la perte d'emploi ne traduit pas par elle même le déclin. On sait que si le nombre de paysans a été dramatiquement réduit, la France reste une puissance agricole de premier plan (ce qui d'ailleurs soulève d'autres questions, pas si éloignées, mais sortant du cadre de cet article...). Mais, dans le cas de l'industrie, la perte d'emploi ne s'explique pas seulement par les changements technologiques, mais bien par des choix d'investissements, des choix de spécialisation qu'on peut lire clairement dans le tableau ci-dessous comparant les 10 premiers secteurs en France et en Allemagne. Il y a bien derrière ces spécialisations des choix, qui bien sûr tiennent pour une part à l'histoire et pour une part sont contraints dans une mondialisation concurrentielle, mais qui sont bien aussi le résultat de stratégies qui ont conduit la France à déserter des secteurs clés comme la métallurgie

Copyright © Le Vénissian

ou les équipements technologiques. [1]

9. Principales industries à l'exportation (2005)

France	Allemagne
1. Industrie automobile	1. Industrie automobile
2. Hotellerie et tourisme	2. Industrie d'équipement en technologie de production
3. Industrie agro-alimentaire	3. Métallurgie
4. Industrie pharmaceutique	4. Industrie chimique
5. Métallurgie	5. Services aux entreprises
6. Transport et logistique	6. Plasturgie
7. Services aux entreprises	7. Technologies de l'information
8. Industrie de défense et aéronautique	8. Industrie pharmaceutique
9. Industrie chimique	9. Transport et logistique
10. Industrie d'équipement en technologie de production	10. Equipement de communication

Institute for Strategy and Competitiveness, Harvard Business School

Données réunies et mises en forme pour la Fondation Robert Schuman
©FRS

Faut-il rejeter le vocabulaire qui désigne ces choix stratégiques (déclin industriel, pétainisme industriel...) en les opposant à l'analyse du type capitaliste de développement industriel, et à l'explication de la logique capitaliste sous-jacente à ces choix ? Car ce que vivent les salariés dans leur grande masse, c'est bien ce lien entre une exploitation toujours plus forte, cherchant des gains permanents de productivité, et le contexte d'une stratégie des élites qui positionne la France, comme le disait déjà Mitterrand, comme le pays de l'agroalimentaire et du tourisme. Donc dans l'industrie manufacturière, au premier affaiblissement des profits, c'est le recul qui apparait. Dans des centaines de PME, les salariés ont vu arriver après le départ d'un actionnaire familial, des actionnaires "financiers" qui font "cracher" au maximum la machine à profit sans jamais développer de stratégie d'avenir. Et quand les salariés du groupe Bosch, à Vénissieux ou ailleurs, constatent les effets de la crise, ils savent que ce groupe investit au niveau mondial 2 MdsEuros fortement concentré dans "l'Europe allemande" et l'Asie et délaissant la France. Or, l'industrie reste le lieu principal de la recherche développement (85% des dépenses de R&D Française). L'affaiblissement industriel a donc pour conséquence l'affaiblissement technologique et scientifique. Où est par exemple la France "informatique" ?

Ces salariés qui ressentent dans leur vie l'effet brutal de la perte massive d'emplois dans l'industrie ne peuvent être que sensibles au discours de Sarkozy avec les états généraux de l'emploi. Leur dire qu'il n'y a pas de "recul industriel" ne vient-il pas en contradiction de ce constat que dans la mondialisation, la France se spécialise en délaissant de très nombreux secteurs industriels ? Ne serait-ce pas exonérer les dirigeants de leur responsabilité dans cet affaiblissement industriel de la France comparée à ses voisins. A l'inverse, imaginons un seul instant un plan de re-développement industriel qui vise le niveau de l'Allemagne ou de la Finlande. Ce seraient des millions d'emplois industriels (même dans les conditions de productivité et d'organisation du travail actuels) qui seraient nécessaires en France. Et il est alors facile de montrer que les mesures de Sarkozy ne vont pas dans ce sens, puisqu'elles visent toutes à conforter les choix de spécialisation répondant aux seuls objectifs de rentabilité du capital !

Copyright © Le Vénissian

Une bataille communiste sur l'industrie a besoin de traiter toutes les causes de la perte d'emploi en apportant des réponses porteuses de rupture avec le capitalisme sur chacune de ces causes.

- Oui, l'externalisation qui est un moyen de réduire les salaires et de précariser les conditions de travail fausse les statistiques de l'emploi industriel. Que ces emplois soient pris en compte dans telle ou telle catégorie statistique n'est pas déterminant, mais faire bénéficier les salariés sous-traitants, des droits et avantages de l'entreprise donneur d'ordre serait une revendication qui permettrait de faire face à la stratégie patronale de division, en travaillant à la convergence d'actions entre salariés
- Oui les gains de productivité sont une cause importante de réduction d'effectif. Les salariés savent que dans leur usine, si elle n'a pas fermée, on produit aujourd'hui plus avec moins de monde. Faut-il alors condamner la productivité ? Ce ne peut être un choix communiste ! Il n'y a pas d'alternative au capitalisme dans le retour à des processus industriels moins productifs. Par contre le rythme, la nature des investissements technologiques doit être un sujet d'une réelle démocratie politique et économique. Et ces investissements doivent faire progresser les conditions de travail et permettre une réduction forte du temps de travail. Si les avancées technologiques ont permis de produire autant avec 30% de salariés en moins, alors on doit pouvoir réduire le temps de travail de 10 ou 20%. La meilleure des réponses à la productivité, c'est la bataille pour les 35h, les 32h dans les métiers pénibles, la retraite à 60 ans pour tous...
- Mais oui aussi, les choix économiques des élites Françaises sont une des causes du recul de l'emploi. J'ai pu entendre un élu local dire dans une commission du conseil de communauté du Grand Lyon à propos des enjeux environnementaux de la vallée de la chimie *"de toute façon, il faudra bien la fermer un jour"*. La ville de Lyon a expulsé son industrie, sans jamais combattre la pression foncière spéculative qui éloigne l'emploi... Il faut toute la combativité des salariés de Netslé pour imposer la poursuite de l'activité de Net Cacao, sans qu'aucune banque n'intervienne pour les soutenir, malgré les états généraux ! Au moment même ou l'usine St-Jean Industrie ferme, le gouvernement assure que les constructeurs automobiles sont aidés dans la crise à condition qu'ils ne délocalisent pas de production...Et dans la bagarre entre l'ancien UIMM et Parisot, ne se joue pas seulement des règlements de compte entre clans patronaux, mais bien aussi le traduction des choix prioritaires des forces montantes du capitalisme, nées de l'industrie comme la famille Parisot, mais cherchant à accaparer la plus forte valeur ajoutée dans les marchés des médias ou de la distribution.
- et comme le soulignent les auteurs sur la part des délocalisations, Non, la Chine n'est pas l'ennemi détruisant nos emplois ! Ce sont bien les patrons Français qui décident ou non tel ou tel investissement. Le cas récent de la raffinerie de Dunkerque venant parfaitement éclairer cet enjeu. La décision de Total n'est ni guidée par la concurrence avec la Chine, ni contrainte pour des raisons de productivité ou de financement ! Une réelle collaboration avec la Chine en plein développement peut être, au contraire, un facteur essentiel de développement et de création d'emploi ! Mais il faut pour cela sortir du libre-échange qui n'est libre que pour les prédateurs, et organiser une coopération qui freine les prédateurs chinois ou états-uniens, et développe des projets mutuellement avantageux. Le développement rapide du Sud, sa sortie du sous-développement peut être alors un vecteur de croissance forte et durable pour la France.

[2]

Comment "respecter l'homme au travail" ?

Le deuxième point concerne sa conclusion évoquant comme réponse à cette "industrialisation capitaliste" sélective, une nouvelle politique industrielle "écologique" mais aussi "sociale", c'est à dire qui respecte "l'homme au travail". La formulation peut laisser lire que l'essentiel est donc dans les "conditions" de la production. En quelque sorte, avec un droit du travail sérieux et respecté, avec des instances de concertation réelles sur les conditions de travail, alors on pourrait faire évoluer dans le bon sens l'emploi industriel. Et la critique justifiée de l'objectif affiché par Sarkozy d'augmenter les exportations de biens industriels de +25%), ne dit pas quels seraient les objectifs industriels du socialisme ?

Le socialisme se développe toujours dans les luttes de classes au niveau national comme au niveau international.

Copyright © Le Vénissian

L'efficacité dans l'utilisation des ressources est donc un enjeu incontournable auxquels sont confrontés aussi bien Cuba que le Vénézuela ou la Chine, dans des contextes très différents. On ne peut "respecter l'homme au travail" sans trouver des formes d'efficacité, donc de productivité, qui le respecte. On peut donc partager la formule *"contre la productivité à tout prix, respecter l'homme au travail"*, mais il faudrait encore mieux dire, *"contre la productivité à tout prix, social ou environnemental, trouver une productivité à fort contenu social et environnemental"*. Il nous semble pour les communistes essentiels de ne pas céder à la mode anti-productivisme et de s'inscrire au contraire dans le développement continu des "forces productives".

Cela conduit immédiatement à s'intéresser au "pourquoi" de la production. Car on ne peut pas décider de l'organisation industrielle, sans tenir compte de son "client", non pas seulement commercial, mais au sens de celui qui va utiliser le produit fabriqué. Car inutile de produire, même dans de bonnes conditions sociales, "des chasse-neige pour le Sahara" [3]

Comme le souligne l'article, le capital ne développe ou pas telle ou telle production que pour une seule raison, la rentabilité la plus rapide possible des capitaux engagés. De ce point de vue, l'industrie reste un secteur essentiel du capital car c'est uniquement dans l'industrie qu'on peut produire beaucoup de valeur avec peu de travail, au contraire des services. Mais c'est aussi risqué et impose souvent des retours sur investissements à moyen ou long terme. C'est le cas par exemple du nucléaire, à l'opposé des énergies "vertes" comme le photovoltaïque. Le capital ne choisit pas entre nucléaire et photovoltaïque pour des raisons sociales ou environnementales. Chaque capitaliste investit là ou il peut et espère gagner beaucoup. Quelques uns peuvent être tenté par le nucléaire, mais les risques les conduiront toujours à chercher à le faire en partenariat avec un état assurant non seulement les conditions optimales à la rentabilité (ce qu'il fait aussi pour le photovoltaïque avec le tarif d'achat garanti imposé à EDF), mais aussi pour les conditions de retour à long terme sur le capital engagé (déchets, risques, sécurité...). C'est sans doute une des raisons de la pression à la hausse du prix de l'électricité. Le photovoltaïque n'intéressait pas beaucoup les capitalistes avant que l'état n'invente l'eldorado du tarif d'achat garanti. Depuis, c'est la ruée spéculative au grand bénéfice des premiers producteurs de plaques... qui sont chinois !

Un enjeu essentiel d'une autre productivité est celui du rapport au temps. Pour le capital, il est essentiel que les flux physiques soient le plus rapides possible pour que le retour financier soit le plus rapide possible. L'argent immobilisé dans le circuit économique physique ratant peut-être de nouvelles opportunités de rentabilité. Cette vitesse forcée est un facteur structurant, imposant par exemple le transport par camions sur route, car le train impose toujours des horaires et des conditions de transbordement plus contraignantes. La remise en cause des principes du flux tendu, en réintroduisant avec souplesse du stock et des délais dans les processus industriels serait un facteur décisif de transformation des conditions de travail. Mais cela suppose de maintenir un fort niveau de productivité, malgré le surcout représenté par ce sur-stock. Un élément clé est sans doute le partage élargi d'informations dans les chaines logistiques pour permettre d'optimiser l'utilisation des ressources. Un autre est sans doute dans de nouvelles étapes de l'automatisation permettant une utilisation plus large des outils de production, posant alors de nouveaux problèmes concernant les horaires de travail. Mais une réduction forte du temps de travail peut créer de bonnes conditions de prise en compte de tâches d'astreintes, dans des processus de plus en plus de type continus.

Reste la question essentielle. Si les décisions d'investissements industriels répondent à l'exigence de retour sur capital avancé, aucune des hypothèses précédentes ne peut réellement être étudiée. C'est donc la question du pouvoir de décider des investissements qui est essentielle, ce qui répond à la question "pourquoi un développement industriel ?", autrement dit "pour qui ?".

Il est fondamental pour les communistes de dire clairement que leur politique industrielle est d'abord une politique qui met les besoins humains et sociaux en priorité. C'est en orientant les investissements industriels vers la réponse aux besoins de la masse des salariés, bien loin des choix actuels misant sur le luxe et les besoins des plus riches, qu'on peut trouver les conditions d'une industrialisation "socialiste". Et certes, pas de doute, il faut exproprier la grande bourgeoisie de son pouvoir de nuisance sur les décisions d'investissements et donc affirmer la nécessité de

Copyright © Le Vénissian

nationalisation autogestionnaire des grands moyens de production et d'échange. Mais il faut nous semble-t-il évaluer clairement l'immensité des besoins d'infrastructure, de logement, de transport qui justifie une nouvelle phase de développement industriel, et qui devrait permettre aux communistes de faire vivre et la résistance à "l'industrialisation capitaliste", et la perspective d'une nouvelle "industrialisation socialiste"

---

[1] On pourrait d'ailleurs reprendre les éléments fournis par l'historienne Annie Lacroix-Riz dans son étude du"choix de la défaite" dans les années 30, qui révèle une bourgeoise industrielle Française à la recherche du compromis avec l'Allemagne Nazie, de même que ses travaux sur la construction Européenne, l'abandon par De Gaulle des droits de la France sur la Saxe et la reconstruction, sous égide étasuniennes, de la puissance allemande. Il y a bien une constance de la bourgeoisie Française, tellement méfiante d'un peuple capable de révolte, qu'elle n'est pas sure de sa capacité à produire des richesses en France, et cherche toujours son profit d'abord dans le négoce mondial inégal, même si cela la conduit à accepter d'être dominée.

[2] nous sommes sans doute d'accord avec Thaller et Brissaud sur 3 de ces 4 points, ne faut-il pas chercher à évaluer la part respective de l'externalisation, de la productivité, des délocalisations, et du "choix post-industriel" dans l'évolution Française, et donc confirmer la part "spécialisation" de la perte d'emploi dans l'industrie.

[3] figure critique classique contre le socialisme, dont le plan serait par principe inefficace, car ne sachant pas "répondre aux besoins" au contraire du marché

Copyright © Le Vénissian